

**Discours de Madame Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, prononcé dans le cadre de la conférence qui s'est tenue à l'OCDE, à Paris, le 19 février 2014**

Monsieur Gurría, cher Ángel,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

J'avais promis il y a fort longtemps à Ángel Gurría de me rendre à l'OCDE. J'ai aujourd'hui le plaisir de remplir cette promesse.

L'OCDE est depuis plus de cinquante ans un acteur important de la politique économique internationale. Je crois pouvoir dire que l'Allemagne n'a pas apporté une moindre contribution au rôle que joue l'OCDE, aux côtés d'autres organisations internationales, dans le cadre des nouvelles formes de coopération mondiale. Ces dernières années, l'OCDE est parvenue à sortir de son statut d'organisation élitiste ouverte aux seuls pays industrialisés, ne serait-ce que du fait qu'elle participe désormais aux rencontres du G20 et accueille de nouveaux pays. Nous sommes aujourd'hui 34 membres. Des négociations d'adhésion sont en cours avec la Russie et une procédure d'adhésion a été engagée avec la Colombie. Votre pays, M. Gurría, le Mexique, pays émergent, fait partie de l'Organisation depuis vingt ans.

L'OCDE est une conseillère avisée dont les comparaisons, les statistiques et les recommandations sans complaisance lui ont valu son éminente réputation. Certes, ses critiques ont parfois été assez durement ressenties en Allemagne. Je rappelle que les premiers résultats de l'étude PISA n'étaient guère flatteurs pour mon pays. Mais comme ils nous atteignaient en quelque sorte au cœur même de notre fierté, notre système d'éducation, nous avons dû reconnaître que nous n'étions vraiment pas aussi bons que nous le pensions et, depuis, la situation a vraiment évolué en Allemagne à cet égard. Au fil des années, petit à petit, nous avons amélioré notre classement dans les études PISA, qui sont devenues pour nous un précieux outil qui nous aide à nous réformer.

Et c'est bien de réformes que nous avons besoin. De réformes structurelles. Il s'agit de donner une cohérence à la croissance économique mondiale. C'est pourquoi le rôle de conseiller qu'ont joué les organisations internationales pendant les crises récentes a été d'une importance primordiale. Du point de vue d'un État membre de l'Union européenne, nous avons vécu depuis 2007 deux crises graves : d'abord la crise financière internationale, puis la crise de l'euro, ou crise de la dette. Et nous n'en sommes pas encore tout à fait sortis.

Dans le cadre du processus d'Heiligendamm, nous nous sommes efforcés de trouver une solution après avoir constaté que le format du G8 ne pouvait plus suffire en tant que tel. Nous avons à l'époque longuement débattu la question : fallait-il un G13, un G15 ? Et soudain la crise financière a éclaté, déclenchant sans attente la création du G20. La question s'est ainsi réglée d'elle-même. Le G20 offre à mon avis une structure dont le format très intéressant nous permet de coopérer avec les

organisations économiques régionales et d'aborder l'ordre économique mondial dans une optique plus large.

J'ai toujours dans l'idée que la crise financière, si nous pouvons en tirer un enseignement, devrait nous inciter à élaborer une charte pour une croissance durable, et je suis gré à l'OCDE d'avoir toujours soutenu ce point de vue. Une telle démarche doit bien sûr se construire pas à pas, chapitre par chapitre, en quelque sorte. Mais les progrès sont déjà très concrets : le thème de l'imposition des entreprises, qui soulève la question de l'équité, en est un exemple. Il y a lieu de s'en féliciter et je ne peux que nous encourager à poursuivre le dialogue à ce sujet, en Australie cette fois. Les gens se demandent en effet souvent pour quelles raisons les entreprises ne paient pas d'impôts dans les pays d'où elles tirent leurs richesses. La réflexion a été engagée sur cette question, à savoir celle de l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéficiaires. Les normes élaborées à cet égard par l'OCDE sont une précieuse contribution. J'estime que le moment est maintenant venu d'appliquer ces normes sans tarder, non seulement dans le cadre du G20, mais peut-être également dans des pays comme la Suisse. Je viens d'ailleurs, pas plus tard qu'hier, de m'entretenir à ce sujet avec le Président de la Confédération suisse. L'objectif étant d'accroître l'échange d'informations et d'améliorer l'équité du système fiscal.

Naturellement, la question qui demeure importante, même pour les pays développés, est la suivante : que signifie la mondialisation pour nous ? La mondialisation peut parfois faire peur, mais je crois que si nous la considérons avec l'esprit ouvert, si nous nous montrons attentifs et curieux à l'égard de la diversité du monde, nous pourrons l'orienter dans un sens favorable. Il nous reste toutefois encore beaucoup à apprendre. Les enseignements que nous pouvons tirer de notre expérience de l'ordre économique en Allemagne, de notre économie sociale de marché, c'est que les marchés ont besoin de certaines règles. Or, à l'ère de la mondialisation, ces règles, pour être efficaces, ne peuvent être que décidées à l'échelon international. Il ne s'agit pas de procéder à un nivellement général, mais d'empêcher l'émergence d'oligopoles qui construisent une économie dominatrice à l'égard des populations. Il va de soi, pour les peuples du monde, que c'est au contraire l'économie qui doit être à leur service. Voilà la question centrale qui nous anime quand nous parlons de réglementation des marchés financiers. Nous avons engagé avec le G20 un processus qui fait avancer bon nombre de ces réglementations. L'OCDE doit elle aussi continuer à faire pression en ce sens.

Mesdames et Messieurs, c'est à nous-mêmes Européens qu'il appartient d'assurer la pérennité de notre prospérité. D'où l'importance la compétitivité. Quand elle nous remet en question, dans les recommandations adressées à chaque pays ou à la zone euro dans son ensemble, l'OCDE nous montre nos points forts, mais met également le doigt sur nos insuffisances. L'Union européenne représente toujours 7 % de la population mondiale. C'est peu, bien sûr, et la tendance est à la baisse. Nous produisons encore quelque 25 % du produit intérieur brut mondial – avec 7 % de la population – c'est honorable. Mais nous assumons également près de 50 % des dépenses sociales de la planète. On voit bien là à quel défi nous sommes confrontés. Pour relever ce défi, l'Europe doit miser sur sa force d'innovation et sa compétitivité.

S'agissant en particulier de la zone euro, nous devons donc veiller à la solidité de notre situation budgétaire, mais également harmoniser notre puissance économique. J'insiste ici sur ce terme : puissance économique. Il ne s'agit pas d'assimiler entre elles toutes les économies de la zone euro. Ce serait une erreur. Nous avons tous des points faibles et des points forts différents. Mais nous devons apporter une réponse cohérente à la question de la compétitivité. Il n'est pas normal, par exemple, que certains pays de la zone euro consacrent moins de 1 % de leur PIB à la recherche-développement et d'autres plus de 3 %, au risque de créer, à long terme, de graves déséquilibres économiques qu'un système monétaire ne suffira pas, à lui seul, à pallier. C'est pourquoi je sais gré à l'OCDE d'accorder dans ses travaux une place particulière à la compétitivité et de réfléchir à la démarche qu'il conviendrait d'adopter pour progresser dans cette voie. J'ai dans l'idée que nous pourrions, à l'intérieur de la zone euro, conclure avec la Commission, dans le domaine économique également, des accords contractuels qui nous obligerait à procéder à certaines améliorations.

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur l'Allemagne. L'Allemagne est la plus grande économie d'Europe, ce qui lui confère également une grande responsabilité. Elle possède quelques atouts dont elle a tout lieu d'être fière, mais cela ne doit pas pour autant lui faire perdre de vue qu'elle doit, bien sûr, encore s'améliorer.

Avant son entrée dans l'union monétaire, l'Allemagne possédait un deutsche mark fort. L'introduction de l'euro nous a donc obligés à prendre des mesures d'adaptation. Nous n'avons ainsi eu d'autre choix que d'entreprendre des réformes structurelles plus tôt que d'autres pays. L'euro n'a donc pas eu pour effet chez nous de faire baisser les taux d'intérêt des emprunts publics, qui n'ont pratiquement pas varié. En revanche, les taux d'intérêt ont nettement baissé dans d'autres pays, qui ont pu avoir l'impression de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour consommer. Après la grave crise financière que nous avons connue, c'était donc en fait une chance que l'Allemagne soit structurellement relativement bien préparée pour jouer un rôle moteur dans la sortie de crise. Mais cela ne veut pas dire que nous ne nous retrouverons pas dans quelques années dans une situation qui nous forcera de nouveau à procéder à de nouvelles réformes structurelles, plus vigoureuses, car d'autres pays mènent actuellement de profondes réformes. Sur le plan des coûts salariaux unitaires, on constate déjà une convergence entre de nombreux pays de la zone euro. On voit venir le jour où les coûts salariaux unitaires allemands seront encore trop élevés par rapport à ceux des autres pays européens. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Du côté positif, je ferais remarquer que l'Allemagne consacre quelque 3 % de son produit intérieur brut à la recherche et au développement. J'ajouterais également, toujours du côté positif, qu'en 2015, pour la première fois depuis des décennies, nous ne contracterons pas de nouvelle dette au niveau fédéral. Nous tenons compte en cela de l'évolution démographique. La dette de l'Allemagne se situe actuellement aux environs de 80 %. Nous voulons la ramener autour de 70 % à l'horizon 2020. Compte tenu de notre défi démographique, nous devons nous efforcer de faire nettement baisser notre dette globale.

La situation du marché du travail allemand est actuellement relativement bonne, même si le chômage de longue durée demeure tenace. Nous devons toutefois nous

efforcer de réduire le nombre de jeunes dans cette situation. Les prestations liées au chômage de longue durée absorbe toujours plus de 10 % du budget fédéral. Cela veut dire que si nous pouvions diminuer du tiers cette somme de plus de 30 milliards d'euros, nous disposerions de 10 milliards de plus à consacrer à des investissements d'avenir, par exemple dans les infrastructures de transport.

Nous avons également quelques points faibles dont je voudrais faire état ici sans détour. Je pense notamment au fait qu'actuellement, en matière d'infrastructures de transport, nous vivons sur nos acquis. Nous avons également beaucoup à faire pour étendre notre infrastructure numérique et nous doter d'un réseau haut débit à la hauteur. Nous devons nous employer à relever ces défis. On ne cesse par ailleurs de nous reprocher que notre secteur des services demeure trop fermé. Voilà donc un autre domaine qui doit nous occuper, mais je ne vous apprendrais rien en vous disant qu'il est très difficile de convaincre certains groupes de renoncer à quelques-uns de leurs privilèges.

Le grand défi de l'Allemagne concerne toutefois sa politique énergétique. Le nouveau gouvernement, la grande coalition, se trouve aujourd'hui devant une tâche herculéenne. Il faut savoir que la part des énergies renouvelables dans notre production globale d'électricité est déjà très importante : pratiquement le quart. Autrement dit, les énergies renouvelables ne constituent plus un secteur de niche mais occupent une place centrale dans notre politique énergétique. Elles constituent en fait déjà aujourd'hui le plus important apport à notre production d'énergie, bien que leur disponibilité soit pour le moment naturellement variable. Autant de questions tout à fait nouvelles auxquelles nous devons trouver des réponses.

Nous sommes convenus aujourd'hui avec la France d'examiner ensemble ce que l'on appelle les marchés de capacités, notamment dans le contexte du marché intérieur européen, dans le but de construire un marché commun de l'énergie. Le problème, en Allemagne, c'est que pendant ce temps-là, les mesures en faveur des énergies renouvelables profitent à beaucoup de monde. Dans une démocratie, lorsque plus de la moitié de la population bénéficie d'une subvention, il n'est pas facile de supprimer celle-ci par des moyens démocratiques. Pour cela, il faut faire appel à beaucoup de bon sens et faire montre de persuasion. C'est pourquoi je crois que, précisément grâce à la grande coalition, nous avons une grande chance d'y parvenir.

Nous avons un problème avec la Commission. Il faut en parler. Il s'agit de la compétitivité des activités à forte intensité d'énergie. Aux États-Unis – vous le savez mieux que moi – le gaz coûte actuellement la moitié, voire un tiers du prix demandé en Europe. Nous éprouvons donc de grandes difficultés à conserver sur notre continent les industries grosses consommatrices d'énergie. C'est pourquoi il est très important que la Commission, dans ses régimes d'aide, ne multiplie pas les entraves à leurs activités. Il ne faut pas non oublier l'acier, l'aluminium, le cuivre et autres métaux. Nous avons aussi besoin d'une industrie de base en Europe.

Nous devons prendre garde à conserver ou à retrouver, dans l'Union européenne, certains savoir-faire de base. Comme on peut le voir, nous sommes en présence d'une mutation générale de la production industrielle dans le cadre de laquelle le numérique et l'Internet se fondent avec l'industrie classique. C'est ce que nous

appelons en Allemagne « Industrie 4.0 ». L'Allemagne s'appuie dans une très large mesure sur son savoir-faire en construction automobile, en machines-outils et dans le domaine chimique. Mais elle ne brille guère dans la production de puces électroniques, le cyber-entrepreneuriat ou la production de logiciels, sauf dans le cas de SAP. Cela vaut au demeurant pour une grande partie de l'Europe. Il faut toutefois savoir que le constructeur de machines de demain ne survivra que s'il parvient à intégrer pleinement les technologies modernes de l'information et des communications à son activité. Il ne pourra en effet utiliser des machines communiquant entre elles que s'il dispose des compétences nécessaires en matière de logiciels et de matériels. Comme la production de logiciels et la fabrication de puces sont des activités de plus en plus imbriquées, c'est le défi du numérique que l'Europe doit relever, si elle ne veut pas se trouver en situation de dépendance structurelle à l'égard de l'Amérique ou de l'Asie, ce qu'elle ne saurait vouloir. C'est là un sujet sur lequel nous devons nous pencher car il nécessite un effort commun de l'Europe en ce sens. Aucun pays membre de l'Union européenne ne pourra relever ce défi seul. C'est là aussi que se manifeste l'atout que représente notre engagement européen commun. Nous avons pu le constater dans le domaine de l'aviation. Il faut obtenir le même résultat dans le domaine numérique. S'il n'y avait pas eu EADS, nous nous trouverions aujourd'hui en présence d'un seul avionneur dominant – Boeing – et peut-être d'une garde montante de constructeurs chinois.

Je tiens donc à exprimer ma gratitude à l'OCDE, qui ne cesse de mettre le doigt là où ça fait mal, mais nous adresse aussi parfois des compliments. C'est aussi de cela dont nous avons aussi besoin pour progresser.

J'appelle donc de mes vœux la poursuite de notre féconde collaboration.